

Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.)

Opération :

CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTIACTIVITE

Rue de la Madone
85250 SAINT ANDRE GOULE D'OIE

Maître d'Ouvrage :

COMMUNE DE SAINT ANDRE
GOULE D'OIE
13, rue de la Madone
85250 SAINT ANDRE GOULE D'OIE



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Architecte :

frênEsis
29 rue du Docteur Daroux
85420 MAILLEZAIS
T : 02 51 69 23 83
contact@frenesis.com



BET Structure :

IDRB
91, rue Jacques Yves Cousteau
85000 MOUILLERON LE CAPTIF
T: 02 51 37 83 12
contact@idrb-structures.fr



BET Fluides :

KYPSELI
19, rue Sainte Radegonde
85530 LA BRUFFIERE
T : 02 51 07 51 70
contact@kypseli.fr



Economiste de la construction :

7 MOE
57 rue du Maréchal Lyautey
85000 La Roche sur Yon
T : 06 02 32 03 34
septmoe@outlook.fr



BET Acoustique :

ACOUSTEX
25, bis rue Alsace Lorraine
79000 NIORT
T : 05 49 33 55 24
contact@acoustex.fr





Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.)

SOMMAIRE

1	ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DU CHANTIER (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)	2
1.1	Définition de l'opération	2
1.2	Identification des intervenants	2
1.3	Documents graphiques joints au dossier de consultation	2
1.4	Communication avec les autres lots :	2
1.5	Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique	2
1.6	Connaissance des lieux	3
1.7	Contenu du prix du marché	4
1.8	Choix des produits :	4
1.9	Plans de récolement	5
1.10	Garantie :	5
1.11	Finition :	5
1.12	Réception des travaux :	5
2	RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)	5
2.1	Rappel de la réglementation	5
2.2	Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels)	6
2.3	Prescriptions concernant la mise en œuvre	6
2.4	Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers	7
3	SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS	8
3.1	Démarches et autorisations administratives	8
3.2	Liaisons entre les corps d'état	8
3.3	Traits de niveau	9
3.4	Échantillons	9
3.5	Règles d'exécution générales	9
3.6	Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux	9
3.7	Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.	10
3.8	Protection des ouvrages	10
3.9	Nettoyage de chantier	10
3.10	Remise en état des lieux	11
3.11	Passerelles, protections, etc. des tranchées	11
3.12	Planning d'exécution des travaux	11
4	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX	11
4.1	Reconnaissance des existants	11
4.2	Protections des ouvrages existants	12
4.3	Mesures de conservation des ouvrages existants	12
4.4	Prise en charge des frais de protection des existants	12
4.5	Mesures de conservation des abords	12
4.6	États des lieux	12
4.7	Plans des existants	12
4.8	Dimensions des existants	13
4.9	Travaux de dépose et de démolition	13
4.10	Matériaux et matériels de récupération	13
4.11	Échafaudages, agrès, protections, etc.	13
4.12	Emploi de gros engins mécaniques	13
4.13	Stockage de matériaux dans l'existant	14



1 ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DU CHANTIER (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)

1.1 Définition de l'opération

Le présent lot a pour objet de définir les travaux, concernant la CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTIACTIVITE, située Rue de la Madone - 85250 SAINT ANDRE GOULE D'OIE.

1.2 Identification des intervenants

- Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SAINT ANDRE GOULE D'OIE – 13, rue de la Madone - 85250 SAINT ANDRE GOULE D'OIE
- Architecte : FRENESIS – 29, rue du Docteur Daroux - 85420 MAILLEZAIS
- BET Structure : IDRB – 91, rue Jacques Yves Cousteau – 85000 MOUILLERON LE CAPTIF
- BET Fluides : KYPSSELI – 19, rue Sainte Radegonde – 85530 LA BRUFFIERE
- BET Acoustique : ACOUSTEX – 25, rue Alsace Lorraine – 79000 NIORT
- Economiste de construction : 7 MOE – 57, rue du Maréchal Lyautey – 85000 LA ROCHE SUR YON
- Bureau de contrôle : SOCOTEC – 83, rue Benjamin Franklin – 85036 LA ROCHE SUR YON Cedex
- Coordonnateur SPS : MSB – BP 60211- rue du Pinay – 85106 LES SABLES D'OLONNE
- Coordonnateur OPC : FRENESIS – 29, rue du Docteur Daroux - 85420 MAILLEZAIS

1.3 Documents graphiques joints au dossier de consultation

1.3.1 Documents graphiques joints au dossier de consultation :

- Liste Cf. Répertoire « Pièces Graphiques » dans le dossier d'Appel d'Offres.

1.3.2 Autres documents joints au dossier de consultation :

- Le PGCSPS
- Le RICT
- Le planning d'exécution

1.4 Communication avec les autres lots :

- Lot 01 – VRD
- Lot 02 – Gros Œuvre
- Lot 03 – Charpente bois – Bardage bois
- Lot 04 - Étanchéité membrane PVC
- Lot 05 – Bardage métallique – Métallerie - Serrurerie
- Lot 06 - Menuiserie extérieure aluminium
- Lot 07 - Menuiserie intérieure bois – Parquet
- Lot 08 – Cloison Isotherme
- Lot 09 - Cloisonnement – Plafond – Isolation
- Lot 10 - Plafond Suspendu
- Lot 11 - Carrelage - Faïence
- Lot 12 – Peinture
- Lot 13 – Nettoyage
- Lot 14 - Électricité courants forts et courants faibles
- Lot 15 - Chauffage – Ventilation – Plomberie Sanitaire

1.5 Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique

La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, et selon le calendrier prévisionnel si celui-ci a été établi et joint au DCE.

Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

La sortie de chantier sur la voie publique sera équipée de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier.



L'accès du chantier pour les entreprises se fera par : **Voir proposition dans le PGC du CSPS**

1.6 Connaissance des lieux

1.6.1 Connaissances / particularités du site :

Le titulaire est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de la situation exacte, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer ainsi que des sujétions pouvant résulter de leur exécution. Il pourra, lors de la reconnaissance des lieux, effectuer tous les essais, sondages, prélèvements qu'il jugera utiles. De même, il est censé en remettant son offre, avoir apprécié les conditions d'accès au chantier, les contraintes relatives aux cheminements des réseaux (CFO, CFA, Gaz, Chauffage, etc.). Il veillera à la bonne conservation des canalisations / réseaux existants dans l'emprise du chantier.

L'entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents qui lui sont remis et de signaler des anomalies qu'il aurait pu découvrir tant sur les plans DCE, qu'au présent CCTP. Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. L'entrepreneur doit s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses, dans le cas contraire, il en réfère immédiatement au Maître d'Œuvre. L'entrepreneur ne peut modifier quoi que ce soit au projet, mais il doit signaler tous les changements qu'il croit utile d'y apporter. En tant que spécialiste, il lui appartient de provoquer tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semble incomplet et il doit lui-même compléter dans les moindres détails, les dessins qui lui sont remis par le Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur doit avoir procédé, **avant remise de son offre**, à la visite des lieux et à la reconnaissance des installations existantes. Il doit de même, avoir pris connaissance des descriptifs de l'ensemble des autres corps d'état si le chantier comporte plusieurs lots et signaler les doubles emplois et omissions qu'il aurait constatés.

Ses prix et quantités tiendront compte de toutes les sujétions. Il ne peut ensuite se prévaloir d'aucune indemnité en majoration qui serait due à la méconnaissance des lieux, des ouvrages existants ou des ouvrages des autres corps d'état.

Faute de se conformer à ces prescriptions, l'entrepreneur devient responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

1.6.2 Prise de possession du terrain / État des lieux :

L'entreprise ne pourra arguer ultérieurement d'un manque de renseignement pour se prévaloir de travaux supplémentaires, elle prendra le terrain dans son état actuel.

En conséquence, ses prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières découlant et l'entreprise ne peut en aucun cas prétendre à une indemnité en les évoquant.

1.6.3 Tenue du chantier :

Chaque entreprise assurera le nettoyage de son chantier au fur et à mesure de ses travaux et à la fin de son intervention. L'entreprise devra mettre à disposition de ses équipes les moyens matériels de nettoyage suffisant et correspondant aux prestations exécutées.

Après achèvement des travaux, mais avant les opérations préalables à la réception, l'entrepreneur nettoiera le chantier de tous les matériaux lui incombant.

Étant donné que l'opération se situe sur un site scolaire et dans un quartier d'habitation, l'entrepreneur est averti qu'une attention particulière sera portée sur le respect du nettoyage et la tenue du chantier par les entreprises, par le MOA, le MOE et CSPS (suivant le PGCSPS). Dans le cas du non-respect des règles en vigueur, elles seront soumises à des pénalités individuelles, ou collectives s'il n'est pas possible de définir les responsabilités (Cf. CCAP Travaux).



1.6.4 Maintien de la circulation :

Dans la limite fixée par les règlements en vigueur et contrainte d'activité du site, l'entreprise prendra toutes les mesures utiles pour assurer le maintien de la circulation vers le site et dans le site. L'entreprise fera son affaire des formalités et demandes d'autorisations qui lui seront nécessaires.

1.6.5 Maintien en service des ouvrages :

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour que les réseaux existants soient maintenus en fonctionnement en permanence durant les travaux (sur l'emprise ou à proximité), en particulier les réseaux électriques, gaz, chauffage, télécom, etc. Le maintien de ces réseaux est une priorité, cela intègre le repérage préalable précis des réseaux visibles ou non et tous les moyens humains et techniques, lors de la préparation des travaux.

1.7 Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier (propres au chantier du second œuvre et de manière individuelle par entreprise) ;
- les travaux de terrassement ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCTP et CCAP ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- la remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
 - la ou les notices de fonctionnement,
 - la ou les notices d'entretien.

1.8 Choix des produits :

Les produits indiqués au présent CCTP par leur marque, modèle, type ou référence :

- avec la mention « ou équivalent » : Ont été sélectionnés pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement à l'utilisation, leur aspect, leurs qualités et constituent une référence.

L'entrepreneur ne peut poser un produit équivalent en lieu et place du produit prescrit qu'après accord du Maître d'Ouvrage, s'il en a indiqué clairement les références (marque, modèle, type) dans sa proposition, et démontré l'équivalence. Tout produit non référencé dans la proposition de l'entrepreneur est réputé correspondre à la prescription du CCTP.



- sans la mention « ou équivalent » : Correspondent à des produits ou des matériels qui équipent les locaux ou installations existantes. Ils constituent donc une continuité d'équipement imposée pour des raisons d'esthétique, de maintenance ou de compatibilité de raccordement. L'entrepreneur doit dans ce cas, poser le produit prescrit.

1.9 Plans de récolement

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur, à l'échelle demandée dans le CCTP de son marché. Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

1.10 Garantie :

Le titulaire sera responsable jusqu'à l'expiration du délai de garanti du maintien en bon fonctionnement des installations techniques et des réseaux. Il devra de ce fait procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaire. Les frais correspondants aux mesures prises par le maître d'ouvrage seront supportés par le titulaire, en cas de nécessité immédiate ou d'inaction de la part du titulaire du présent lot.

1.11 Finition :

Tous les ouvrages devront être livrés en parfait état d'achèvement, de finition et de propreté. Au besoin, ils seront refaits, remplacés, raccordés, retouchés ou repris suivant le cas. Ils seront nettoyés, grattés, brossés, lavés au besoin et de toute manière, livrés propre.

L'entreprise devra se mettre en rapport avec les autres entrepreneurs des lots concernés par sa prestation.

1.12 Réception des travaux :

Un examen des ouvrages, en présence du maître d'ouvrage sera effectué phase par phase, puis de manière formelle en fin de chantier après la phase des OPR (Opérations Préalables à la Réception). Le MOE proposera la réception, provisoire avec réserves et obligation de reprise, ou définitive, sous décision du MOA.

2 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)

2.1 Rappel de la réglementation

A. Type de marché

Le présent marché est un marché de type : Marché Public de Travaux

Il déroge aux documents : Voir les conditions particulières prévues au CCAP.

B. Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;



- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc .

C. Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- l'accessibilité handicapé ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc.) ;
- la protection contre le bruit ;
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc.) ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

- Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.
- Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

2.2 Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels)

A. Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

2.3 Prescriptions concernant la mise en œuvre

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/PACTE .

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.



2.4 Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés .

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature.

L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante : **Sans objet**

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 ») .

Textes de référence :

- principes généraux de prévention :
 - article L. 4121-2 du Code du travail.
- plan de prévention :
 - articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention) ,
 - article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT) ,
 - article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention) ,
 - arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux).
- équipements de protection individuelle (EPI) :
 - articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail ,
 - articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales) ,
 - articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information) ,
 - arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- affichage obligatoire :
 - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail.



- coordination SPS :
 - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail.
- PPSPS :
 - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail.
- Hygiène et Sécurité :
 - articles R. 4534-139, R. 4534-141, R. 4534-142, R. 4534-144 (en lien avec les articles R. 4228-11 à R. 4228-15), R. 4228-1, R. 4228-2, R. 4228-3, R. 4228-6, R. 4228-9, R. 4228-10, R. 4228-13 du Code du travail.
- apprentis :
 - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ,
 - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs).
- travail en hauteur :
 - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales) ,
 - article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers) ,
 - article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier) ,
 - décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur) ,
 - Décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil ,
 - Décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil ,
 - NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513) ,
 - NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515) .

Liste non exhaustive, ni limitative...

3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

3.1 Démarches et autorisations administratives

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

3.2 Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble ;



- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état .

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

3.3 Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de gros œuvre devra, à ses frais :

- porter à l'extérieur sur les façades le niveau + 1,00 m fini du premier niveau ;
- porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état .

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

3.4 Échantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifesterait ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre.

3.5 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

3.6 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.



Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

3.7 Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

3.8 Protection des ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la réception des ouvrages.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

3.9 Nettoyage de chantier

Les sols seront livrés aux entrepreneurs du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.



3.10 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

3.11 Passerelles, protections, etc. des tranchées

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit ;
- et tous les autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires .

3.12 Planning d'exécution des travaux

Le planning d'exécution des travaux est joint au DCE.

4 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX

4.1 Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre (visite de site « fortement recommandée »).

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation ;
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses ;
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant ;

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions ;

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.



4.2 Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

4.3 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

4.4 Prise en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises concernées.

4.5 Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces plantés, devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc. devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

4.6 États des lieux

Le maître d'ouvrage pourra faire établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et à la fin des travaux.

Cet état des lieux sera établi par huissier en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

- Les frais de ces états des lieux seront supportés par les entrepreneurs lui-même.

4.7 Plans des existants

Ces documents graphiques sont :

- des documents d'origine de la construction. Ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel ;



4.8 Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des côtes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les entrepreneurs procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

4.9 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

4.10 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

4.11 Échafaudages, agrès, protections, etc.

Les prix du marché comprendront implicitement tous les échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité.

4.12 Emploi de gros engins mécaniques

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions ;
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres aux existants si minimes soient-ils .



4.13 Stockage de matériaux dans l'existant

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra aux entrepreneurs de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'un des entrepreneurs de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable.